L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureaux, 126 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI, 30 NOVEMBRE 1870

Louisiane.

— Nous lisons dans la Gazette des Attakapas :

MEETING DÉMOCRATIQUE.—Le grand meeting démocratique qui devait avoir lieu à Saint-Martin, a été privé des richesses de haute politique renvoyé au Pont Breaux. Nous croyons que la population du bas de la paroisse ne se montrera pas trop mesquine, et qu'elle ira nombreuse les orateurs distingués qui doivent parler. Quant au gouverneur Wiltz, il est malheureusement probable que son état de santé ne lui permettra pas de s'y rendre.

ASSASSINAT.—Un crime horrible a été commis jeudi soir. Lorsque M. Chas. Comdley revenait chez lui, entre 10 et 11 heures du soir, de la convention républicaine, un homme l'aborda et lui mit un poignard dans le cœur et lui a tiré à une distance de dix pas deux coups de fusil à pistolet. Les médecins et le juge de paix, M. Frédéric, ont été appelés immédiatement; et M. Chas. Comdley, dont la position est désespérée, a fait une déclaration avant de mourir, dans laquelle il déclare avoir reconnu son assassin, un nègre nommé Alb. Georges, contre lequel il avait fait un affidavit pour vol. L'assassin a été arrêté.

La vérité sur la démission de M. Waddington.

(*Figaro* du 11 novembre.)

Durant toute la semaine dernière, cette ville fermant au monde s'agitait entre en circulation le bruit que la démission de M. Waddington, non pas même ministre des affaires étrangères, allait causer prochainement du Conseil. L'un d'eux, ordinairement bien informé, démentant en bloc, il y a deux jours, les rumeurs qui parlaient de changements et modifications ministérielles, disait que la seule de nature à remplacer il y eût bien d'ajouter au chiffre celle qui avait trait à la démission de M. Waddington, et qu'en effet le président du Conseil avait prié le Président de la République de le décharger définitivement du portefeuille des affaires étrangères pour que sa démission, en tant que président du Conseil, ne causât aucune préoccupation en Europe. Il paraît donc M. Crévy de lui abréger un moment plus après que lui à exercer sur la Chambre des députés une influence nécessaire.

Sans nier ce qu'il pouvait y avoir de fondé dans les raisons alléguées par M. Waddington, le Président de la République refusa d'accepter pour des causes qui n'étaient point sérieuses la démission définitive de celui des ministres qui le remplaçait, mais accepta un sérieux mécontentement chez quelques-uns des autres. M. Waddington se résigna, mais sans renoncer à son idée, et sans imposer silence à ses respectables scrupules.

Le dimanche 17 août, il revenait à Paris, à son retour de Deauville, il se présenta dans la matinée à l'Elysée, et reprenant le thème développé dans sa lettre du mois d'avril, il insista, auprès du Président, afin d'arriver au même but. Il ajouta qu'il était prêt à nouveau à sa démission fut acceptée, car, plus tard, on serait à la veille de la réunion des Chambres, et il ne pourrait alors se retirer, sous peine de paraître fuir le danger au moment du combat.

M. Grévy a refusé de nouveau, très énergiquement, à admettre les motifs au nom desquels parlait M. Waddington. Il lui fit remarquer qu'à la date où on se trouvait, aussi bien que plus tard, une démission aurait l'air d'une faite, d'une véritable désertion des responsabilités engagées dans la session du ministère. En outre, encore qu'elle ne portât que sur un ministre, si ministre étant le président du Conseil, elle serait interprétée comme un changement de cabinet, au quel cas il était plus avantageux d'opérer sur-le-champ, dans le calme du personnel gouvernemental, les réformes qui le mettraient en état d'affronter les Chambres.

Telle était l'opinion formelle de M. Grévy. Mais, en même temps, il démontrait les dangers qu'il y aurait à ouvrir une crise ministérielle. On ne manquerait pas de dire qu'dès à la fin de janvier. Il était obligé, au bout de six mois de chan ger son ministère. Le Président de la République faisait ainsi valoir auprès de M. Waddington, pour le retenir, l'argument qu'on jouait M. Dufaure avait fait valoir auprès de lui pour justifier son refus de conserver le pouvoir. Convaincu qu'il ne possédait pas la confiance de la Chambre et qu'elle le renverserait avant peu, M. Dufaure, en effet, n'avait pas voulu exposer à une aventure le premier cabinet de M. Grévy.

C'est une raison du même genre qui, en fin de compte, a eu raison des anxiétés de M. Waddington et Pa décidé, au mois d'août, comme au mois d'avril, à conserver le portefeuille du Conseil. Mais [illegible] ce qu'il n'a pas fait alors, il est le ferait pas davantage à la veille de la réunion des Chambres, et nous sommes en état de soutenir que, depuis cette époque, entre le Président de la République et lui, il n'a été question de sa démission à aucun degré, ni sous aucune forme.

E...

L'enlèvement de Miss Stebbins.

—Le *Pittsburg Telegraph* raconte en ces termes une histoire dramatique qui est comme le prologue du Fenimore romanesque dont la fille du général Stebbins vient d'être l'héroïne à Paris; ces récits contiennent une erreur. Key n'a pas été tué en duel, mais assassiné dans la rue par [illegible] d'une rue.

La fugue de miss Carrie Stebbins, fille du général Daniel E. Stebbins, de Paris, ayant un jeune homme du nom de McCarthy, a été apprise en publiant par les dépêches du câble. Le gén. Stebbins a poursuivi le couple à Londres et l'a fait arrêter. La demoiselle est âgée de 25 ans, et est une personne accomplie. Elle est d'une grande beauté et d'une parfaite distinction de manières. Elle a été ancienne élève de Mme Sint à la mode dans ce pays.

L'auteur de ce roman habite à Baltimore il y a quelques années, et contait la raconter sur mes amis Stebbins, par nom de famille, une histoire à laquelle les circonstances actuelles donnent un intérêt saillant. Une petite fête avait été donnée chez une dame de Baltimore, et l'auteur fut frappé de la vivacité d'esprit de miss Stebbins, qui s'y révélait. Il lui répondit ce qui suit : "Oui, la pauvre fille est bien gaie, en apparence; mais sa gaîté cache à la vérité, car le père, le général Stebbins de général Stebbins, dont on fête, qui fut impliqué, en 1868, dans le scandale Erastus Key, à la suite duquel Philip Barton Key, district attorney à Washington, fut tué en duel par le général, qui dut en jugement et fut acquitté. Elle connaît que le fils fût en tête de ce duel, et qui était innocent. Le général, avec une vigilance jalouse, a toujours veillé à ce qu'aucun jour ne vînt dans la vérité, et elle n'en sait rien avant l'âge de dix-sept ans.

C'était une jeune fille [illegible] affectueuse, gaie, [illegible] pétillante d'esprit, [illegible] ne rêvait qu'un jour lui avait apporté [illegible] et déjà le jeune [illegible] [illegible] de l'école de Baltimore, et un jour [illegible] [illegible] [illegible]